



Rapport financier intermédiaire troisième trimestre 2013



Ce rapport constitue de l'information régulée, comme définie par le décret royal du 14 novembre 2007

Table des matières

1	<i>bpost en un coup d'œil</i>	4
2	<i>Résumé</i>	6
3	<i>Faits importants du troisième trimestre 2013</i>	7
4	<i>Commentaires sur les Etats Financiers</i>	8
4.1	Compte de résultats consolidés	8
4.2	Bilan consolidé intermédiaire	15
4.3	Flux de trésorerie consolidé intermédiaire	17
4.4	Rapprochement entre les paramètres financiers publiés et les paramètres financiers normalisés	18
4.5	Rapprochement entre le résultat net consolidé IFRS et le résultat net non consolidé selon les GAAP belges	20
5	<i>Perspectives</i>	22
6	<i>Compte de résultats intermédiaire consolidé</i>	24
7	<i>Etat de résultat global intermédiaire consolidé</i>	25
8	<i>Bilan intermédiaire consolidé</i>	26
9	<i>Mouvements intermédiaires consolidés des capitaux propres</i>	27
10	<i>Flux de trésorerie intermédiaire consolidé</i>	28
11	<i>Notes aux Etats Financiers Consolidés Intermédiaires</i>	30
11.1	Informations générales	30
11.2	Base de préparation des états financiers	30
11.3	Saisonnalité des activités	32
11.4	Résumé des principales normes comptables	33
11.5	Regroupements d'entreprises	33
11.6	Information sectorielle	33
11.7	Chiffre d'affaires	35
11.8	Autres produits d'exploitation	35
11.9	Autres charges d'exploitation	35
11.10	Coûts financiers	36

11.11	Quote-part du résultat des entreprises associées _____	36
11.12	Impôts sur le résultat _____	36
11.13	Participations dans les entreprises associées _____	36
11.14	Avantages au personnel _____	36
11.15	Provisions à moins d'un an _____	37
11.16	Impôts sur le résultat _____	37
11.17	Dividendes _____	37
11.18	Actifs et passifs éventuels _____	38
11.19	Evénements survenus après la clôture de l'exercice _____	38
12	<i>Déclaration des représentants légaux</i> _____	39

1 bpost en un coup d'œil

Compte de résultats	Total de l'année en cours			3 ^e Trimestre		
	2013	2012	Evolution %	2013	2012	Evolution %
En millions EUR						
Total des produits d'exploitation	1.802,2	1.778,7	1,3%	566,6	549,4	3,1%
Total des produits d'exploitation normalisé ⁽¹⁾	1.787,7	1.778,7	0,5%	566,6	549,4	3,1%
Charges de personnel	(911,9)	(901,2)	1,2%	(305,1)	(310,6)	-1,8%
EBITDA ⁽²⁾	429,9	416,6	3,2%	103,9	85,4	21,7%
EBITDA normalisé ⁽³⁾	415,3	395,4	5,0%	103,9	85,4	21,7%
Résultat d'exploitation (EBIT)	363,9	352,4	3,3%	81,5	64,0	27,4%
Bénéfice d'exploitation normalisé ⁽⁴⁾	349,3	331,3	5,4%	81,5	64,0	27,4%
Profit de la période	235,2	212,1	10,9%	53,8	36,2	48,7%

Flux de trésorerie	Total de l'année en cours			3 ^e Trimestre		
	2013	2012	Evolution %	2013	2012	Evolution %
En millions EUR						
Flux de trésorerie généré par les activités opérationnelles	160,1	48,5	230,2%	(6,7)	(3,8)	77,4%
Flux de trésorerie généré par les activités d'investissement	(46,8)	(39,0)	20,2%	4,1	(19,8)	-120,8%
Flux de trésorerie opérationnel ⁽⁵⁾	113,3	9,5	1087,9%	(2,5)	(23,6)	-89,2%
Flux de trésorerie opérationnel normalisé ⁽⁶⁾	236,5	308,3	-23,3%	(2,5)	(25,7)	-90,1%
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(195,3)	(7,9)	2356,9%	(0,1)	(7,5)	-99,2%
Position nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(82,0)	1,6	-5262,4%	(2,6)	(31,1)	-91,6%

Bilan	Au 30 septembre 2013	Au 31 décembre 2012	Evolution %
En millions EUR			
Total des actifs	1.993,8	2.228,1	-10,5%
Actifs non courants	1.066,8	1.112,8	-4,1%
Capitaux propres	715,8	737,7	-3,0%
Avantages du personnel	340,1	364,1	-6,6%
Dette nette + (trésorerie nette) ⁽⁷⁾	(535,4)	(618,6)	-13,5%

Autres chiffres clés	Total de l'année en cours		Evolution %
	2013	2012	
EBIT normalisé ⁽⁸⁾	19,5%	18,6%	4,9%
Bénéfice par action ⁽⁹⁾	1,17	1,07	9,3%
Bénéfice dilué par action ⁽⁹⁾	1,17	1,07	9,3%
Bénéfice par action normalisé ⁽⁹⁾	1,10	1,00	10,0%
Nombre d'employé (à la fin de la période)	25.530	26.114	-2,2%
Nombre d'employé (moyenne)	25.892	26.915	-3,8%

⁽¹⁾ Le total des produits d'exploitation normalisé représente le total des produits d'exploitation excluant l'impact des éléments non – récurrents et n'est pas audité.

⁽²⁾ Le bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciations et amortissements. L'EBITDA, représente l'EBIT augmenté des dépréciations et amortissements.

⁽³⁾ L'EBITDA normalisé représente l'EBITDA excluant l'impact des éléments non – récurrents et n'est pas audité.

⁽⁴⁾ L'EBIT normalisé représente le résultat des activités d'exploitation excluant l'impact des éléments non – récurrents et n'est pas audité.

⁽⁵⁾ Le flux de trésorerie opérationnel représente la trésorerie net des activités opérationnelles réduites de la trésorerie utilisée dans les activités d'investissement et n'est pas audité.

⁽⁶⁾ Le flux de trésorerie opérationnel normalisé pour l'année représente le flux de trésorerie opérationnel pour l'année excluant l'impact des éléments non – récurrents et n'est pas audité.

⁽⁷⁾ Dettes nettes (+trésorerie nette) représente les emprunts grevés d'intérêts et des emprunts non grevés d'intérêts réduits de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

⁽⁸⁾ La marge de l'EBIT normalisé représente l'EBIT normalisé divisé par le total des produits d'exploitation normalisé et n'est pas audité.

⁽⁹⁾ Tous les bénéfices par actions sont calculés sur base du nombre d'actions après fractionnement de l'actionnariat, qui a été approuvé à l'Assemblée Extraordinaire des Actionnaires du 27 mai 2013, et a résulté en un capital composé de 200.000.944 actions.

Pour plus de détails sur la réconciliation des chiffres clés normalisés et publiés, nous renvoyons vers la section 4.4 de ce document.

2 Résumé

Généralités

- Amélioration de la marge EBITDA à 18,3 % pour le trimestre (+2,8 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre de 2012) pour atteindre 103,9 millions EUR sur base normalisée.
- L'EBIT atteint 81,5 millions EUR pour le trimestre.
- Si l'on exclut les effets de phasage et de périmètre ainsi que les produits de la vente d'un seul immeuble pour 11,4 millions EUR, l'EBITDA et l'EBIT poursuivent leur hausse à concurrence de 9,9 millions EUR (+11,6 %) et 8,8 millions EUR (+13,8 %) respectivement.
- Les perspectives sont confirmées.

Sur le total des produits d'exploitation

- Le total des produits d'exploitation a augmenté de 17,2 millions EUR pour atteindre 566,6 millions EUR au troisième trimestre. La croissance organique des produits d'exploitation a atteint 14,2 millions EUR, stimulée par les recettes liées au programme de cession d'immeubles annoncé (11,8 millions EUR, dont 11,4 millions EUR liés à la vente d'un seul bâtiment).
- Le recul sous-jacent des volumes de domestic mail s'est stabilisé au troisième trimestre de 2013 (-3,7 %), très marginalement sous les attentes, mais en ligne avec le deuxième trimestre de 2013.
- Maintien de performances robustes des paquets, avec une croissance organique des revenus de 9,8 millions EUR, des revenus « paquets domestiques » en hausse de 5 % et des volumes en hausse de +7,7 % (contre +6,4 % dans la première moitié de l'année), l'accent ayant été mis sur l'acquisition de gros clients, de manière à bénéficier de la croissance de l'e-commerce.

Sur les coûts

- Les programmes d'amélioration des coûts et de la productivité ont donné des résultats au-delà des attentes, avec une nouvelle réduction organique des coûts d'exploitation de 7,3 millions EUR et une réduction moyenne des effectifs de 974 ETP par rapport au troisième trimestre de 2012.

Sur les dividendes

- Le résultat net selon la norme comptable belge (BGAAP) de la société parente s'établit à 44,9 millions EUR pour le trimestre (amélioration de 12,8 millions EUR par rapport à l'an dernier), portant le total de l'année en cours à 175,5 millions EUR (+4,7 millions EUR par rapport aux neuf premiers mois de 2012).
- Confirmation de la politique de dividende (paiement de 85 % des bénéfices nets de bpost SA) et de la compensation de la charge fiscale exceptionnelle préalable à la cotation de la société, à hauteur de 17,6 millions.

3 Faits importants du troisième trimestre 2013

Accord entre bpost et la joint venture « Katoen Natie » pour le nouveau centre de tri de Bruxelles

bpost a signé un accord avec l'association momentanée Katoen Natie – Ent. Jan de Nul – Envisan, concessionnaire du site Carcoke situé dans la Région de Bruxelles-Capitale, portant sur la construction et la location d'un nouveau centre de tri à Bruxelles.

Dans la future structure logistique de bpost, le nouveau centre de Bruxelles X est appelé à devenir le plus grand centre de tri du pays. Le nouveau « hub » centralisera le tri de tous les paquets, de 50 % du domestic mail et préparera la distribution pour le Brabant flamand et la région bruxelloise.

Avant que la joint venture puisse entamer la construction du centre de tri, la Ville de Bruxelles doit encore émettre un permis de bâtir et les services de l'environnement de la Région bruxelloise, le permis d'environnement. L'association momentanée « Katoen Natie » et bpost sont confiantes quant au fait que les permis seront délivrés et que les travaux de construction pourront commencer.

Le nouveau centre de tri entrera en service en 2016.

4 Commentaires sur les Etats Financiers

4.1 Compte de résultats consolidés

Le tableau ci-dessous présente les résultats financiers de bpost pour les neuf premiers mois de l'année et pour les troisièmes trimestres de 2013 et 2012 :

En millions EUR	Total de l'année en cours			3 ^e Trimestre	
	2013	2012	Evolution %	2013	2012
Chiffre d'affaires	1.766,7	1.763,0	0,2%	552,6	546,9
Autres produits d'exploitation	35,6	15,7	126,6%	14,0	2,5
Total des produits d'exploitation	1.802,2	1.778,7	1,3%	566,6	549,4
Approvisionnements et marchandises	(22,9)	(25,7)	-10,7%	(7,7)	(9,1)
Services et biens divers	(434,9)	(426,0)	2,1%	(143,4)	(143,1)
Charges de personnel	(911,9)	(901,2)	1,2%	(305,1)	(310,6)
Autres charges d'exploitation	(2,7)	(9,1)	-70,4%	(6,6)	(1,2)
Dépréciations, amortissements	(66,0)	(64,2)	2,8%	(22,4)	(21,4)
Total des charges d'exploitation	(1.438,4)	(1.426,3)	0,8%	(485,1)	(485,4)
Résultat d'exploitation (EBIT)	363,9	352,4	3,3%	81,5	64,0
Revenus financiers	2,9	5,5	-48,2%	1,7	1,4
Charges financières	(9,4)	(32,7)	-71,2%	(4,5)	(10,2)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	14,1	3,6	290,8%	1,9	(1,8)
Résultat avant impôt	371,4	328,8	12,9%	80,6	53,3
Impôts sur le résultat	(136,1)	(116,7)	16,6%	(26,9)	(17,2)
Résultat de la période	235,2	212,1	10,9%	53,8	36,2

Total des produits d'exploitation

Le tableau ci-dessous présente une ventilation du total des produits d'exploitation de bpost par produit pour les neuf premiers mois de l'année et pour les troisièmes trimestres de 2013 et 2012 :

En millions EUR	Total de l'année en cours			3 ^e Trimestre	
	2013	2012	Evolution %	2013	2012
Domestic Mail	1.137,0	1.226,9	-7,3%	348,4	377,3
Transactional Mail	701,7	716,5	-2,1%	212,5	217,3
Advertising Mail	202,0	210,4	-4,0%	60,5	63,2
Press	233,4	300,0	-22,2%	75,4	96,8
Parcels	173,6	121,1	43,4%	58,0	39,3
Sources additionnelles de revenu et réseau	460,3	402,2	14,4%	146,3	130,2
Value-added services	66,5	71,2	-6,6%	23,5	23,4
International Mail	144,1	156,9	-8,2%	45,5	48,6
Banking and Financial products	156,4	161,3	-3,0%	51,8	55,3
Autres	93,3	12,9	-	25,5	2,9
Corporate (catégorie de réconciliation)	31,3	28,4	-	13,8	2,6
Total	1.802,2	1.778,7	1,3%	566,6	549,4

Le total des produits d'exploitation a augmenté de 17,2 millions EUR, soit 3,1 %, pour atteindre 566,6 millions EUR au **troisième trimestre** de 2013, contre 549,4 millions EUR pour la même période de 2012.

Les changements de périmètre et un autre effet majeur ont eu un impact net positif sur le produit d'exploitation total, à concurrence de 3,0 millions EUR, et se rapportent à :

- La consolidation de Landmark Global en 2013 (8,9 millions EUR),
- La perte du chiffre d'affaires liée aux activités vendues à Basware (2,0 millions EUR), et
- La compensation inférieure pour les SIEG résultant de la mise en œuvre du Cinquième contrat de gestion (3,9 millions EUR).

La croissance organique du total des produits d'exploitation – 14,2 millions EUR – au troisième trimestre est principalement expliquée par la croissance continue des paquets, le recul des volumes de Mail, conformément à celui observé au deuxième trimestre, et les recettes liées au programme de cession d'immeubles annoncé.

Les produits du **Domestic Mail** ont diminué de 28,9 millions EUR, atteignant 348,4 millions EUR au troisième trimestre de 2013, contre 377,3 millions EUR au troisième trimestre de 2012. 24,5 millions EUR de ce recul résultent d'une baisse de la compensation pour les SIEG attribuable au Domestic Mail. Si l'on exclut l'impact d'un jour ouvrable supplémentaire (+0,8 million EUR) et celui des élections de 2012 (qui ont généré 3,1 millions EUR de revenus l'année passée), le recul organique du Domestic Mail atteint 2,1 millions EUR. Le recul sous-jacent des volumes est de 3,7 %, soit 11,2 millions EUR, en ligne avec le deuxième trimestre de 2013 (3,8 %) et confirme le rétablissement des volumes au deuxième trimestre après un premier trimestre faible. La hausse générale des prix est légèrement supérieure à l'inflation, en ligne avec la politique tarifaire de l'entreprise et le cadre réglementaire. Les prix subissent aussi un impact positif, les remises promotionnelles appliquées à certains volumes de courrier publicitaire en 2012 n'ayant pas été répétées en 2013. L'impact prix et mix total est de 9,2 millions EUR.

Les **Parcels** ont maintenu leur bonne performance, voyant leurs revenus augmenter de 18,7 millions EUR. La consolidation de Landmark Global – dont les performances sont conformes aux attentes – a contribué à cette augmentation à hauteur de 8,9 millions EUR. La croissance organique est stimulée par une accélération de la progression des volumes de paquets domestiques (7,7 % par rapport au troisième trimestre de 2012), une croissance des paquets internationaux (60 % de l'augmentation liée aux paquets vers la Chine) contrebalancée en partie par un mix de produits et de prix négatif, en raison de la progression en volumes de certains clients leur faisant bénéficier de meilleurs tarifs et de l'augmentation de la part générale de certains gros clients dans notre activité, et par une perte de produits dans les activités de livraison express.

Le total des produits d'exploitation des **sources additionnelles de croissance** a augmenté de 16,1 millions EUR au troisième trimestre de 2013. Compte tenu de l'impact de la perte de recettes liée à la cession des activités de Certipost (2,0 millions EUR) et de l'impact positif du passage, dans la rémunération des SIEG, du domestic mail aux autres lignes de revenus (20,6 millions EUR), les revenus se sont dégradés de 2,6 millions EUR au troisième trimestre de 2013. L'international mail est impacté par une attrition plus importante en International Business mail (transit) en raison de hausses de prix (3,3 millions EUR). Les produits Banking & Financial sont en baisse de 2,7 millions EUR par rapport à 2012, suite à de plus faibles commissions et *service fees* partiellement compensés par des hausses de revenus provenant des cartes de crédit prépayées bpaid. Ceci est partiellement compensé par la bonne performance des produits Value-added services (+2,3 millions EUR), grâce, par exemple, aux nouveaux contrats d'impression numérique de magazines.

La hausse du total des produits d'exploitation attribuable à **Corporate** (catégorie de réconciliation) s'explique principalement par la hausse des produits de la vente de bâtiments au troisième trimestre de 2013 (+11,8 millions EUR, dont 11,4 millions EUR pour un seul bâtiment).

Pour les **neuf premiers mois de 2013**, le total des produits d'exploitation normalisé s'est établi à 1 787,7 millions EUR, en hausse de 9,0 millions EUR. Si l'on exclut l'incidence de la réduction des rémunérations totales reçues pour les SIEG (11,5 millions EUR) et des changements de périmètre (impact net de 19,9 millions EUR), ce montant est en ligne avec celui de l'an dernier. La croissance organique des revenus de paquets (26,7 millions EUR) compense les pertes de revenus en Domestic Mail (16,5 millions EUR) et en International Mail (12,7 millions EUR).

Charges d'exploitation

Au troisième trimestre de 2013, le total des charges d'exploitation a baissé de 0,3 million EUR, soit 0,1 %, par rapport à la même période de l'an dernier. Hors changements de périmètre (impact net de 6,1 millions EUR lié à l'acquisition de Landmark et à la vente de Certipost), le total des charges d'exploitation a reculé de 6,4 millions EUR par rapport à l'an dernier (soit 7,3 millions EUR hors dépréciations et amortissements).

Le recul s'observe pour pratiquement toutes les catégories de coûts. Les frais de personnel et d'intérim enregistrent une baisse sous-jacente de 9,2 millions EUR ; les services et autres biens (hors coûts liés aux intérimaires) ont été inférieurs de 1,9 million EUR au troisième trimestre de l'an dernier, avec en outre une baisse de 1,4 million EUR des coûts des approvisionnements et marchandises. Les autres charges d'exploitation sous-jacentes ont augmenté de 5,3 millions EUR en raison, principalement, d'une hausse des impôts locaux résultant d'une annulation, suite à l'accord avec l'Union Européenne, des exemptions dont bénéficiait bpost. La charge estimée pour les neuf premiers mois de l'année a été comptabilisée en septembre (3,5 millions EUR). Les charges de dépréciations et d'amortissements sous-jacentes ont augmenté de 0,8 million EUR.

Le total des charges d'exploitation a augmenté de 12,1 millions EUR, soit 0,8 %, pour s'établir à 1.438,4 millions EUR pour les **neuf premiers mois de 2013**. Si l'on exclut les modifications de périmètre (16,3 millions EUR) et le crédit non récurrent aux charges de personnel au premier semestre de 2012 (21,1 millions EUR), le total des charges d'exploitation a reculé de 25,3 millions EUR. La baisse se manifeste dans pratiquement toutes les catégories, exception faite des amortissements et dépréciations. Cette évolution est la conséquence de fortes mesures de contrôle des coûts et d'améliorations de productivité.

Coûts d'approvisionnement et de marchandises

Les coûts des approvisionnements et marchandises, qui comprennent le coût des matières premières, des consommables et des biens destinés à la vente, ont diminué de 2,8 millions EUR, soit 10,7 %, s'établissant à 22,9 millions EUR pour les **neuf premiers mois de 2013**. La diminution résulte en premier lieu du recul des services prestés par les chauffeurs sous contrat de Special Logistics.

Services et biens divers

Le tableau ci-dessous présente une ventilation des coûts des services et biens divers pour les neuf premiers mois de l'année et pour les troisième trimestres de 2013 et 2012 :

En millions EUR	Total de l'année en cours			3 ^e Trimestre	
	2013	2012	Evolution %	2013	2012
Loyer et charges locatives	52,5	48,0	9,4%	18,2	16,7
Entretien et réparations	51,7	49,4	4,6%	17,3	16,6
Energie	30,7	31,8	-3,6%	9,5	10,2
Autres biens	15,2	15,4	-0,9%	5,7	5,2
Frais postaux et de télécommunications	4,8	6,0	-18,8%	1,6	1,7
Frais d'assurance	10,9	11,6	-6,0%	3,2	3,8
Frais de transport	127,1	112,6	12,9%	43,7	37,8
Publicité et promotion	13,3	12,9	2,9%	3,7	4,6
Consultance	11,8	22,2	-46,8%	3,4	8,0
Salariés intérimaires	21,6	26,7	-19,0%	6,2	9,7
Frais de rémunération de tiers	82,2	76,6	7,3%	26,6	23,8
Autres services	12,9	12,7	1,6%	4,4	5,1
Total Services et biens divers	434,9	426,0	2,1%	143,4	143,1

Pour le **troisième trimestre de 2013**, les services et biens divers, hors frais d'intérim¹, ont augmenté de 3,8 millions EUR, soit 2,8 %, par rapport à la même période de 2012. Hors incidence des changements de périmètre (5,7 millions EUR, essentiellement des frais de transport dus à la consolidation de Landmark Global pour le troisième trimestre de 2013), les coûts des biens et services hors intérim ont diminué de 1,9 millions EUR, soit 1,5 %.

Pour le **troisième trimestre de 2013**, les **frais de location** ont augmenté de 1,5 million EUR, soit 9,0 %, par rapport à la même période de 2012. Ceci résulte principalement du glissement continu des véhicules détenus en propriété vers des véhicules en leasing et vers des contrats de leasing plus coûteux.

Les **coûts de fourniture d'énergie** affichent un recul de 0,7 million EUR au troisième trimestre de 2013 par rapport à la même période de l'an dernier, en raison essentiellement d'une évolution positive des prix de l'énergie et des carburants pour la flotte de véhicules.

Les coûts liés aux **autres biens** ont augmenté de 0,4 million EUR, soit 8,5 % au troisième trimestre de 2013, et s'élèvent à 5,7 millions EUR contre 5,2 millions EUR durant la même période de 2012. L'augmentation résulte principalement de la hausse des coûts des équipements et fournitures de bureau.

Les **frais de transport** au troisième trimestre de 2013 s'élèvent à 43,7 millions EUR, soit une hausse de 15,5 % (5,9 millions EUR) par rapport à la même période de 2012. Ceci résulte essentiellement de la consolidation de Landmark Global en 2013 pour 5,6 millions EUR, compensée en partie par la reclassification d'un règlement favorable au troisième trimestre de frais terminaux des années précédentes à hauteur de 0,7 million EUR (précédemment comptabilisés comme revenus).

Les **frais de publicité et de promotion** ont reculé de 0,9 million EUR, soit 19,2 %, à 3,7 millions EUR au troisième trimestre de 2013 comparés à la même période de l'an dernier, les campagnes publicitaires ayant été réduites au troisième trimestre de 2013.

Les **frais de consultance** ont diminué de 4,6 millions EUR, soit 57,6 %, au troisième trimestre de 2013, comparés à la même période de 2012.

La **rémunération de tiers** et les commissions sont en hausse de 2,8 millions EUR, soit 11,9 %, au troisième trimestre de 2013, comparées à la même période de 2012. Elles sont principalement liées à des experts IT externes qui développent et implémentent de nouvelles applications.

Les coûts des **autres services** ont reculé de 0,7 million EUR, soit 12,9 %, passant de 5,1 millions EUR pour le troisième trimestre de 2012 à 4,4 millions EUR pour le troisième trimestre de 2013. Ceci résulte principalement de la réduction des commissions, payées aux agences de recrutement, pour les sélections des étudiants pour un job d'été.

Pour les **neuf premiers mois de 2013**, les services et biens divers hors frais d'intérim ont augmenté de 13,9 millions EUR, soit 3,5 %, passant à 413,2 millions EUR. À l'exclusion de l'impact des changements de périmètre (16,0 millions EUR, essentiellement des frais de transport dus à la consolidation de Landmark Global pour les neuf premiers mois de 2013), les coûts des biens et services hors intérim ont diminué de 2,1 millions EUR, soit 0,5 %.

Pour les **neuf premiers mois de 2013**, l'évolution des **frais de location** a également été influencée par la note de crédit reçue l'an dernier à la suite de la renégociation d'un contrat de leasing opérationnel de véhicules.

Les coûts des **autres biens** ont reculé de 0,1 million EUR par rapport aux neuf premiers mois de 2012 pour atteindre 15,2 millions EUR. L'usage limité de petit matériel informatique a été presque entièrement compensé par la hausse des coûts des équipements et fournitures de bureau.

Sur les neuf premiers mois de 2013, les **frais d'assurance** ont diminué de 0,7 million EUR, pour atteindre 10,9 millions EUR, par rapport aux 11,6 millions EUR de l'an dernier à la même période. La différence est liée à une réduction des coûts d'assurance automobile.

¹ Les frais d'intérim sont analysés parallèlement avec les charges de personnel, puisqu'ils représentent ensemble un meilleur indicateur de performance de l'utilisation du capital humain. Dans certains cas d'attrition naturelle, le personnel est remplacé par des intérimaires pour anticiper les réorganisations et les programmes d'amélioration de productivité.

Les **frais de transport** s'établissent à 127,1 millions EUR, soit une hausse de 12,9 % (14,5 millions EUR) par rapport aux neuf premiers mois de l'an dernier. Cette hausse a été stimulée par la consolidation de Landmark Global en 2013 pour 15,5 millions EUR et l'augmentation des frais de transport liés aux activités internationales, effet partiellement compensé par la réduction des coûts de distribution, en ligne avec celle des volumes. Par ailleurs, un impact positif a été noté, lié à la reclassification d'un règlement favorable au troisième trimestre de frais terminaux d'années précédentes en 2013, à hauteur de 4,8 millions EUR.

Au cours des premiers trimestres, des **campagnes de publicité et de promotion** ont été lancées en plus grand nombre afin de soutenir le lancement de nouveaux produits ou activités (bpack, Shop and Deliver...).

Pour les neuf premiers mois de 2013, les **autres services** ont augmenté de 0,2 million EUR, l'impact positif des commissions de sélection étant neutralisé par les frais d'entrée en Bourse.

Charges de personnel

Au **troisième trimestre de 2013**, les charges de personnel et les frais d'intérim se sont établis à 311,3 millions EUR, et ont enregistré une baisse de 9,0 millions EUR ou 2,9 % par rapport à la même période de 2012. Les changements de périmètre liés à la cession de certaines activités de Certipost et la consolidation de Landmark Global ont eu un impact de 0,2 million EUR sur le troisième trimestre de 2013.

Hors incidence des changements de périmètre, les charges de personnel ont subi une réduction sous-jacente de 9,2 millions EUR, soit 3,0 %, au troisième trimestre.

La réduction des charges de personnel par rapport à la même période de l'an dernier résulte en premier lieu de la réduction des effectifs moyens de 735 ETP, par rapport au troisième trimestre de 2012, générant une économie de 8,6 millions EUR, et ce, suite à diverses initiatives d'amélioration de la productivité. La majorité des entités ont contribué à la réduction des effectifs. Cette réduction doit être analysée parallèlement à la baisse du recours à l'intérim de 239 ETP (soit 3,4 millions EUR comptabilisés au poste des biens et services). Les réorganisations et programmes de productivité dans la chaîne de valeur de la logistique postale, qui inclut la distribution, le tri et la collecte, et dans les bureaux de poste ont continué à être mis en œuvre parallèlement à l'optimisation des activités de support telles que Cleaning, ICT, Human Resources et Facility Management. Vu le développement des filiales internationales à partir de 2013, le nombre d'équivalents temps plein au sein de P&I a augmenté par rapport à l'an dernier.

En outre, le recrutement de nouveaux agents auxiliaires a produit au troisième trimestre un effet mix positif de 2,2 millions EUR.

Ces effets positifs ont été contrebalancés en partie par un effet de prix de 5,8 millions EUR, résultant surtout de l'indexation des salaires, ainsi que des augmentations liées au mérite et aux promotions.

Pour les **neuf premiers mois de 2013**, les charges de personnel et d'intérim ont augmenté de 5,6 millions EUR, soit 0,6 %, passant de 928,0 millions EUR pour les trois premiers trimestres de 2012 à 933,5 millions EUR. Les éléments non récurrents représentaient une diminution de dépenses de 21,1 millions EUR² en 2012. Les changements de périmètre ont eu un impact de 0,1 million EUR. Hors incidence des changements de périmètre et des éléments non récurrents, les charges de personnel ont enregistré une réduction sous-jacente de 15,4 millions EUR, soit 1,6 %.

Les économies pour les neuf premiers mois de 2013 sont essentiellement liées à la réduction des effectifs moyens (1.024 ETP), au moindre recours à l'intérim et à un effet mix positif résultant du recrutement d'agents auxiliaires, effet compensé en partie par l'impact des augmentations du coût de la vie de mars 2012 et janvier 2013, par des augmentations salariales et liées au mérite, et par une évolution moins favorable des arriérés de repos et de congés.

Autres charges d'exploitation

² Voir section 4.4 pour plus de détails

Le total des autres charges d'exploitation pour le **troisième trimestre** s'est établi à 6,6 millions EUR, contre 5,4 millions EUR à la même période de l'an dernier, en raison surtout de l'augmentation des charges liées à une nouvelle législation applicable à bpost en matière d'impôt local et immobilier.

Pour les **neuf premiers mois de 2013**, le total des autres charges d'exploitation s'élève à 2,7 millions EUR, soit une diminution de 6,4 millions EUR par rapport à la même période de l'an dernier. Cette baisse résulte essentiellement de l'absence de provision pour contrats onéreux, alors que la baisse des coûts liés aux changements intervenus au niveau de la récupération de la TVA a été pratiquement compensée par une hausse des charges d'impôt local et immobilier.

Dépréciations and amortissements

Pour l'année en cours, les dépréciations et amortissements ont augmenté de 1,8 million EUR, soit 2,8 %, passant de 64,2 millions EUR pour les neuf premiers mois de 2012 à 66,0 millions EUR pour la même période de 2013.

Résultat d'exploitation (EBIT)

Le résultat d'exploitation (EBIT) a augmenté de 17,5 millions EUR, soit 27,4 %, passant de 64,0 millions EUR au **troisième trimestre** de 2012 à 81,5 millions pour la période correspondante de 2013. Cette hausse est principalement expliquée par la croissance continue des paquets, les améliorations continues de productivité, le déclin des volumes mail, conformément à celui observé au deuxième trimestre, et les recettes liées au programme de cession d'immeubles annoncé.

Hors postes non récurrents, à savoir le gain réalisé sur la cession de certaines activités de Certipost (14,6 millions EUR) en 2013 et la reconnaissance d'un gain actuariel conformément à la Convention Collective de Travail (21,1 millions EUR) en 2012, l'EBIT affiche, **pour le total de l'année en cours**, une hausse de 18,0 millions EUR par rapport à l'an dernier. En dépit du recul des volumes de Domestic Mail et de la moindre compensation pour les SIEG, l'EBIT a fait preuve de résilience grâce aux hausses de prix, à la performance des paquets et aux réductions de coûts liées aux améliorations de productivité.

Coûts financiers nets

Les coûts financiers nets ont diminué de 6,0 millions EUR pour atteindre 2,8 millions EUR au **troisième trimestre** de 2013. Cette variation est principalement expliquée par la diminution des coûts financiers liés à IAS 19 (suite à l'augmentation des taux d'actualisation).

Pour les **neuf premiers mois** de l'année 2013, les coûts financiers nets ont reculé de 20,6 millions EUR pour s'établir à 6,6 millions. Cette évolution s'explique principalement par la diminution des coûts financiers liés à IAS 19 (suite à l'augmentation des taux d'actualisation) partiellement compensée par une baisse des intérêts reçus suite à la réduction de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, conséquence de la réduction de capital en fin d'année 2012 et de la réduction de capital payée en juin 2013.

Quote-part dans le résultat des entreprises associées

La quote-part dans le résultat des entreprises associées concerne entièrement bpost banque.

Au **troisième trimestre** de 2013, la quote-part dans le résultat des entreprises associées a augmenté de 3,7 millions EUR par rapport à la même période de l'an dernier.

Pour les **neuf premiers mois** de l'année 2013, cette quote-part a augmenté de 10,5 millions EUR pour atteindre 14,1 millions EUR.

Impôts sur le résultat

Pour **le troisième trimestre** 2013, l'impôt sur le résultat a augmenté de 9,7 millions. Le taux de taxation effectif de bpost est passé de 32,2 % au troisième trimestre de 2012 à 33,3 % au troisième trimestre de 2013, les avantages liés à la déduction des intérêts notionnels ayant été réduits en raison des diminutions de capital successives.

Pour les **neuf premiers mois** de l'année 2013, l'impôt sur le résultat s'établit à 136,1 millions EUR en hausse de 19,4 millions EUR. Le taux de taxation effectif de bpost est passé de 35,5 % pour les neuf mois arrêtés au 30 septembre 2012 à 36,7 % pour la même période de 2013, en raison principalement du transfert de 21,3 millions EUR des réserves exonérées d'impôt au résultat distribuable et du paiement de réserves immunisées de 30,3 millions EUR. Ces transactions ont engendré respectivement des dettes fiscales additionnelles de 7,3 millions EUR et 10,3 millions EUR.

Ces impacts ont été partiellement compensés par le gain réalisé sur la vente de Certipost (avec un taux de taxation effectif de 0 % en compensation pour la récupération des pertes fiscales passées) et l'évolution favorable de la quote-part dans le résultat des entreprises associées.

4.2 Bilan consolidé intermédiaire

Conformément à IAS 34, le bilan au 30 septembre 2013 est comparé avec la situation du 31 décembre 2012.

Actifs

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles ont diminué de 27,8 millions EUR, soit 4,7 %, pour s'établir à 560,7 millions EUR au 30 septembre 2013. La diminution est due aux amortissements et dépréciations d'un montant de 54,8 millions EUR pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2013, aux transferts vers les actifs détenus en vue de la vente de 8,6 millions EUR partiellement compensés par des dépenses en capital de 31,4 millions EUR et aux transferts d'immeubles de placement de 4,2 millions EUR.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ont augmenté de 0,6 million EUR, soit 0,6 %, pour s'établir à 96,1 millions EUR au 30 septembre 2013.

Participations dans les sociétés associées

Les participations dans les sociétés associées ont diminué de 0,6 million EUR, soit 0,2 %, et se sont établies à 351,0 millions EUR au 30 septembre 2013, reflétant la contribution de bpost dans l'augmentation de capital de bpost banque pour un montant de 37,5 millions EUR, un gain de 12,5 millions EUR lié à l'augmentation de la juste valeur de bpost banque, qui, à son tour, a débouché sur une prime d'émission supplémentaire payée par BNP Paribas Fortis, et de la part de l'entreprise dans le bénéfice de bpost banque pour les neuf premiers mois de 2013, d'un montant de 14,1 millions EUR. Ces éléments ont été partiellement compensés par une réduction de la plus-value latente sur le portefeuille d'obligations d'un montant de 64,7 millions EUR, suite à une augmentation moyenne de la courbe du rendement réel de 9,5 points de base (bps). Au 30 septembre 2013, les participations dans les sociétés associées comprenaient des plus-values latentes nettes sur le portefeuille obligataire d'un montant de 160,8 millions EUR, ce qui représente 45,8 % du total des participations dans les sociétés associées. Les plus-values latentes sont le résultat d'une diminution des taux d'intérêt observée à la fin du second semestre de 2013 par rapport aux rendements au moment de l'acquisition de ces obligations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées dans le compte de résultats, mais directement en capitaux propres dans les autres éléments du résultat global.

Créances commerciales et autres créances

Les créances commerciales et autres créances ont diminué de 107,3 millions EUR, soit 27,2 %, pour s'établir à 287,3 millions EUR au 30 septembre 2013. La diminution résulte essentiellement du règlement des SIEG dus pour le dernier trimestre de 2012.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie ont diminué de 82,1 millions EUR, soit 11,5 %, s'établissant à 631,1 millions EUR au 30 septembre 2013. Cette diminution s'explique essentiellement par la réduction de capital payée aux actionnaires (144,5 millions EUR), le remboursement de la surcompensation par l'État pour les SIEG (123,1 millions EUR) et le paiement d'un dividende exceptionnel (53,5 millions EUR). Ces éléments ont été partiellement compensés par le flux de trésorerie disponible normalisé (236,5 millions EUR).

Passifs

Capitaux propres

Les capitaux propres ont diminué de 21,9 millions EUR, ou 3,0% pour atteindre 715,8 millions EUR au 30 septembre 2013. Cette diminution est due à la diminution de capital (144,5 millions EUR) et au paiement du dividende exceptionnel de 53,5 millions EUR. De plus, la diminution est également expliquée par l'ajustement négatif de la juste valeur du portefeuille d'obligations de bpost banque pour 64,7 millions EUR, par l'impact, suite à la révision de la norme IAS 19, des pertes non reconnues sur les avantages postérieurs à l'emploi pour un montant de 3,5 millions EUR et par l'achat du solde d'actions de MSI résultant en une diminution des capitaux propres de 3,4 millions EUR.

Ces éléments sont partiellement contrebalancés par le profit de 235,2 millions EUR pour les neuf mois se clôturant au 30 Septembre 2013 et par le gain de 12,5 millions EUR résultant d'une prime d'émission supplémentaire versée par BNP Paribas Fortis en relation avec l'augmentation de capital de bpost banque.

Avantages du personnel

En Millions EUR	Au 30 septembre 2013	AU 31 décembre 2012 Réévalué*	Au 31 décembre 2012
TOTAL	(340,1)	(378,1)	(364,1)
Avantages postérieurs à l'emploi	(69,5)	(82,7)	(68,7)
Avantages à long terme	(118,8)	(124,8)	(124,8)
Indemnités de fin de contrat de travail	(15,9)	(28,8)	(28,8)
Autres avantages à long terme	(135,9)	(141,8)	(141,8)

* réévalué dans le cadre de IAS19R - voir Note 11.14 pour plus de détails

Les avantages du personnel ont diminué de 24 millions EUR, ou 6,6% pour atteindre 340,1 millions EUR au 30 septembre 2013. Cette diminution est surtout due aux éléments suivants :

- Le paiement d'avantages pour un montant de 38,1 millions EUR, dont 9,2 millions EUR pour le paiement des avantages liés à la retraite anticipée et au travail à temps partiel.
- La suppression de l'approche du corridor sous IAS 19 à partir du 1er janvier 2013, ayant pour conséquence la reconnaissance d'une perte cumulée au 31 décembre 2012 de 14,0 millions EUR.
- Un gain actuariel de 19,0 millions EUR pour la période dont 10,1 millions EUR relatif aux avantages postérieurs à l'emploi reconnus dans les autres éléments du résultat.
- Une augmentation des coûts des services rendus et des charges d'intérêt pour un montant de 19,1 millions EUR.

Dettes commerciales et autres dettes

Les dettes commerciales et autres dettes ont diminué de 113,1 millions EUR, ou 14,9% pour atteindre 647,6 millions EUR au 30 septembre 2013. Cette évolution est principalement due à la diminution des dettes commerciales de 66,5 millions EUR et à la diminution des dettes de sécurité sociale de 25,0 millions EUR. La baisse de ces dernières consiste principalement en une différence temporaire, les provisions sociales de l'ensemble de l'année 2012 (pécule de vacances, bonus,...) ayant été payées au cours de l'année 2013. La variance est expliquée par la diminution des autres dettes de 21,6 millions EUR, principalement en raison du paiement de l'amende imposée par le Conseil belge de la Concurrence pour un montant de 37,4 millions EUR partiellement compensé par des avances reçues pour financer les transactions liées à l'Etat (18,8 millions EUR).

4.3 Flux de trésorerie consolidé intermédiaire

Au **troisième trimestre** de 2013, la sortie nette de trésorerie a diminué de 28,5 millions EUR, s'établissant à 2,6 millions EUR par rapport à la même période de l'an dernier. Le flux de trésorerie disponible normalisé (-2,5 millions EUR) est supérieur de 23,1 millions EUR à celui de l'an dernier, principalement en raison d'un meilleur flux de trésorerie des activités d'investissement compensé par des versements d'impôts anticipés plus élevés.

Le flux de trésorerie des activités d'exploitation, excluant les dépôts reçus de tiers, a généré une sortie de trésorerie de 6,7 millions EUR, soit 0,9 million EUR de plus que lors de la même période de l'an dernier. Le niveau supérieur de versements d'impôts anticipés sur le résultat (5 millions EUR) a atténué la meilleure génération de liquidités des activités d'exploitation.

Les activités d'investissement ont dégagé une rentrée de trésorerie de 4,1 millions EUR au troisième trimestre de 2013, comparée à une sortie de 19,8 millions EUR pour la même période de l'an dernier. Cette évolution s'explique essentiellement par des produits supérieurs découlant de la vente d'immobilisations corporelles (19,5 millions EUR) et par une réduction des acquisitions d'immobilisations (7,3 millions EUR). Des sorties de liquidité additionnelles ont été effectuées pour acquérir les 20 % restants de MSI.

L'an dernier, les activités de financement ont été négativement influencées par l'achat additionnel d'actions propres (7,3 millions EUR). Ces actions ont été vendues avant la fin de l'année 2012.

Pour les **neuf premiers mois** de 2013, la sortie nette de trésorerie s'est établie à 82,0 millions EUR, contre une rentrée de 1,6 million EUR l'an dernier. En 2013, l'entreprise a payé 123,1 millions EUR (30 septembre 2012 : 300,8 millions EUR) dans le cadre de la surcompensation pour les SIEG.

Normalisé de ces paiements liés à la surcompensation pour les SIEG et aux fluctuations dans les dépôts de tiers, le flux de trésorerie disponible ainsi créé a atteint 236,5 millions EUR, soit 71,8 millions EUR de moins que l'an dernier.

La trésorerie normalisée des activités d'exploitation a généré 283,3 millions EUR, soit 64,0 millions de moins que l'an dernier. La génération de flux de trésorerie des activités d'exploitation a été partiellement compensée par le paiement de l'amende pour concurrence déloyale au cours des neuf premiers mois de 2013 (37,4 millions EUR), par une évolution favorable du premier trimestre 2012 en raison du retard de paiement de frais terminaux par un autre opérateur postal (20 millions EUR) et par l'avance moins élevée en 2013 pour la rémunération SIEG (11,5 millions EUR).

Les activités d'investissement ont généré une sortie de trésorerie de 46,8 millions EUR comparée aux 39,0 millions EUR de l'an dernier. La variation s'explique essentiellement par l'augmentation de capital de bpost banque (37,5 millions EUR), l'achat des 20 % des actions restantes de MSI (6,8 millions EUR), partiellement compensée par des produits supérieurs de la vente d'immobilisations corporelles (24,2 millions EUR), par la cession de certaines activités de Certipost (15,1 millions EUR) et par une réduction des acquisitions d'immobilisations (6,9 millions EUR).

Les flux de trésorerie des activités financières représentent une sortie de liquidités de 195,3 millions EUR, dont 144,5 millions EUR sont liés à la réduction de capital et 53,5 millions EUR au paiement d'un dividende exceptionnel.

4.4 Rapprochement entre les paramètres financiers publiés et les paramètres financiers normalisés

Un élément non récurrent est jugé significatif s'il s'élève à 20 millions EUR ou plus. Tous les bénéfices ou pertes sur cessions d'activités sont normalisés indépendamment du montant qu'ils représentent. Les reprises de provisions dont l'adjonction avait été normalisée du revenu sont également normalisées quel que soit le montant qu'elles représentent. Toutes les autres normalisations doivent à la fois être non récurrentes et doivent représenter 20 millions EUR ou plus.

La présentation des résultats normalisés n'est pas conforme aux normes IFRS et n'est pas auditée. Les résultats normalisés peuvent ne pas être comparables aux états normalisés d'autres sociétés puisque ces sociétés pourraient calculer leurs états normalisés différemment de bpost. Les mesures financières normalisées sont reprises ci-dessous :

Compte de résultats

PRODUITS D'EXPLOITATION		Total de l'année en cours		3 ^e Trimestre	
En millions EUR		2013	2012	Evolution %	
Total des produits d'exploitation		1.802,2	1.778,7	1,3%	566,6
Vente des activités de Certipost ⁽¹⁾		(14,6)			549,4
Total des produits d'exploitation normalisé		1.787,7	1.778,7	0,5%	566,6
					549,4
CHARGES D'EXPLOITATION		Total de l'année en cours		3 ^e Trimestre	
En millions EUR		2013	2012	Evolution %	
Total des charges d'exploitation à l'exclusion des dépréciations/amortissements		(1.372,4)	(1.362,1)	0,8%	(462,7)
Coûts du personnel non récurrents ⁽²⁾			(21,1)		(464,0)
Total des charges d'exploitation normalisé à l'exclusion des dépréciations/amortissements		(1.372,4)	(1.383,2)	-0,8%	(462,7)
					(464,0)
EBITDA		Total de l'année en cours		3 ^e Trimestre	
En millions EUR		2013	2012	Evolution %	
EBITDA		429,9	416,6	3,2%	103,9
Vente des activités de Certipost ⁽¹⁾		(14,6)			85,4
Modifications dans les avantages au personnel ⁽²⁾			(21,1)		
EBITDA normalisé		415,3	395,4	5,0%	103,9
					85,4
EBIT		Total de l'année en cours		3 ^e Trimestre	
En millions EUR		2013	2012	Evolution %	
Résultat d'exploitation (EBIT)		363,9	352,4	3,3%	81,5
Vente des activités de Certipost ⁽¹⁾		(14,6)			64,0
Modifications dans les avantages au personnel ⁽²⁾			(21,1)		
Résultat d'exploitation normalisé (EBIT)		349,3	331,3	5,4%	81,5
					64,0
RESULTAT DE LA PERIODE (EAT)		Total de l'année en cours		3 ^e Trimestre	
En millions EUR		2013	2012	Evolution %	
Résultat de la période		235,2	212,1	10,9%	53,8
Vente des activités de Certipost ⁽¹⁾		(14,6)			36,2
Modifications dans les bénéfices au personnel ⁽²⁾			(14,0)		
Résultat de la période normalisé		220,6	198,1	11,4%	53,8
					36,2

(1) Le montant de 14,6 millions EUR est relatif au gain dégagé par la vente des activités de Certipost à Basware. Cette vente n'a pas généré de charges d'impôt, étant donné que Certipost a des pertes fiscales reportées et qu'aucun actif d'impôt différé n'a été enregistré.

(2) La Convention Collective de travail couvrant la période 2012 - 2013 a été conclue entre l'entreprise et les représentants sociaux en mars 2012. Elle entérine la mesure limitant le quota de jours de maladie pour les statutaires à 63 jours au lieu de 300, en échange du paiement d'une compensation pour les jours excédent le nouveau quota. Cette convention a entraîné une réduction du plan en la matière et la reconnaissance d'un gain actuariel (publié comme charges de personnel négatives) à concurrence de 21,1 millions EUR. Ce gain a été considéré comme non - récurrent et a été exclu des résultats normalisés. L'impact de ce gain sur le résultat après impôts s'élevait à 14,0 millions EUR.

Flux de trésorerie opérationnel

En millions EUR	Total de l'année en cours			3 ^e Trimestre	
	2013	2012	Evolution %	2013	2012
Flux de trésorerie généré par les activités opérationnelles	160,1	48,5	230,2%	(6,7)	(3,8)
Flux de trésorerie généré par les activités d'investissement	(46,8)	(39,0)	20,2%	4,1	(19,8)
Flux de trésorerie opérationnel	113,3	9,5	1087,9%	(2,5)	(23,6)
Dépôts reçus de tiers	0,0	(2,0)	-98,2%	0,0	(2,1)
Paiement lié à la décision de la Commission Européenne ⁽³⁾	123,1	300,8	-59,1%	0,0	0,0
Flux de trésorerie opérationnel normalisé	236,5	308,3	-23,3%	(2,5)	(25,7)

(3) Le montant de 123,1 millions EUR concerne le paiement non - récurrent de la surcompensation pour laquelle une provision a été enregistrée en 2012 par rapport à la surcompensation de SGEI pour la période 2011 - 2012. Par anticipation des montants dus, l'Etat belge a retenu dans le courant du premier trimestre 2013 un montant de 88,9 millions EUR du solde ouvert des compensations à payer par l'Etat dans le respect du Quatrième Contrat de Gestion. Le solde restant de 34,2 millions EUR a été payé en juin 2013.

4.5 Rapprochement entre le résultat net consolidé IFRS et le résultat net non consolidé selon les GAAP belges

En millions EUR	Total de l'année en cours			3 ^e Trimestre	
	2013	2012	Evolution %	2013	2012
Résultat net consolidé IFRS	235,2	212,1	10,9%	53,8	36,2
Résultats des filiales	(34,6)	(7,4)	367,5%	(2,7)	0,5
Autres impacts de déconsolidation	(0,1)	(1,6)	-93,7%	0,7	(0,6)
Différences dans les dotations aux amortissements et dépréciations	(4,6)	(14,0)	-67,2%	(0,5)	(5,5)
Différences de comptabilisation des provisions	(8,9)	4,9	-280,2%	(2,4)	0,9
Effets de la norme IAS19	(27,5)	(45,8)	-40,0%	(8,3)	5,4
Effets de ESOP	0,0	(4,6)	-100,0%	0,0	(4,6)
Impôts différés	15,0	27,0	-44,4%	4,1	0,3
Autres	1,0	0,2	399,5%	0,2	(0,4)
Bénéfice net non consolidé selon les GAAP belges	175,5	170,8	2,7%	44,9	32,1

Le résultat non consolidé après impôts de l'entreprise, préparé en vertu des GAAP belges, peut être obtenu en deux étapes à partir du résultat après impôts consolidé IFRS.

La première étape consiste à déconsolider le résultat après impôts selon la norme IFRS, c.-à-d. :

- soustraire les résultats des filiales, à savoir retirer le résultat après impôts des filiales ; et
- éliminer tout autre impact des filiales sur le compte de résultat de l'entreprise (comme les réductions de valeur des participations) et ajouter les dividendes reçus de ces filiales.

Le tableau ci-dessous présente une ventilation des résultats des filiales selon les GAAP locales :

En millions EUR	Total de l'année en cours		3 ^e Trimestre	
	2013	2012	2013	2012
Bénéfice des filiales belges consolidées par intégration globale	(17,2)	(1,8)	(0,1)	(0,7)
Bénéfice des filiales internationales	(3,6)	(1,7)	(0,8)	(1,0)
Part des bénéfices de la banque bpost	(13,8)	(3,9)	(1,8)	2,2
Total	(34,6)	(7,4)	(2,7)	0,5

Le résultat des filiales belges entièrement consolidées a été influencé positivement par la vente de certaines activités de Certipost au premier trimestre de 2013 (14,6 millions EUR).

La seconde étape consiste à extraire le résultat net selon les GAAP belges du résultat net selon les IFRS en inversant tous les ajustements liés aux IFRS. Voici une liste non exhaustive de ces ajustements :

- Différences dans le traitement des amortissements et réductions de valeur : les GAAP belges autorisent des durées de vie utile (et donc des taux de dépréciation) différentes pour les actifs immobilisés par rapport aux IFRS. Le goodwill est amorti sous les GAAP belges alors que les IFRS exigent un test de dépréciation. Les IFRS permettent également de comptabiliser les actifs incorporels au bilan autrement que les GAAP belges ;
- Les provisions sont validées suivant des critères différents selon les GAAP belges et les IFRS ;
- Les IFRS exigent que toutes les obligations futures envers le personnel soient comptabilisées en tant que créances sous l'IAS 19, ce que les GAAP belges ne prévoient pas. L'évolution d'une année à l'autre de l'IAS 19 s'explique principalement par la Convention Collective de Travail couvrant la période 2012-2013 conclue en mars 2012 entre l'entreprise et les représentants des travailleurs qui a approuvé la mesure limitant le quota de jours d'absence pour maladie des fonctionnaires à 63 jours au lieu de 300 en échange du paiement d'une indemnité pour les jours excédant le nouveau quota. L'impact de cette convention a été une réduction de la provision (27,5 millions EUR) pour rémunération des absences cumulées

pour lesquelles aucune provision n'est prévue dans les GAAP belges et qui ont entraîné la reconnaissance d'un gain actuariel de 21,1 millions EUR. En outre, les fluctuations des taux d'intérêts relatifs aux obligations futures sont comptabilisées comme résultat financier (impact positif de 15,4 millions EUR en 2013 par rapport à 2012).

Au troisième trimestre, la différence liée à l'IAS 19 s'explique principalement par les différences de charges financières (7,7 millions EUR de moins qu'en 2012) et les provisions supplémentaires pour les prépensions selon les BGAAP (4,7 millions EUR). L'impact intégral de ces plans de prépension a déjà été comptabilisé selon les IFRS au quatrième trimestre de 2012.

- Les impôts différés ne sont pas un principe comptable selon les GAAP belges, mais bien sous les IFRS.

5 Perspectives

Les perspectives sont confirmées. Le management s'attend à ce que les revenus restent au moins stables sur l'ensemble de l'année 2013. Même s'il est trop tôt pour confirmer les signes de reprise économique et leur impact sur l'activité de bpost, la stabilisation de la chute des volumes de domestic mail et les bons résultats des paquets vont dans le sens des perspectives données jusqu'ici. Le déclin des volumes de courrier devrait être compris entre 4% et 4,5% sur l'année. Avec la persistance de la tendance observée au dernier trimestre, les marges EBITDA et EBIT pour l'année complète devraient atteindre au moins le niveau de l'an dernier sur une base normalisée (les résultats 2012 avaient été affectés par des coûts non récurrents). Le management n'anticipe pas de sortie significative de liquidité pour le reste de l'année ce qui signifie que le flux de trésorerie devrait suivre la tendance saisonnière. Le CAPEX net attendu est de 90 millions EUR sur base annuelle.

**Etats financiers intermédiaires condensés
non audités**

6 Compte de résultats intermédiaire consolidé

		Total de l'année en cours		3 ^e Trimestre	
		2013	2012	2013	2012
En millions EUR	Commentaire				
Chiffre d'affaires	11.7	1.766,7	1.763,0	552,6	546,9
Autres produits d'exploitation	11.8	35,6	15,7	14,0	2,5
Total des produits d'exploitation		1.802,2	1.778,7	566,6	549,4
Approvisionnements et marchandises		(22,9)	(25,7)	(7,7)	(9,1)
Services et biens divers		(434,9)	(426,0)	(143,4)	(143,1)
Charges de personnel		(911,9)	(901,2)	(305,1)	(310,6)
Autres charges d'exploitation	11.9	(2,7)	(9,1)	(6,6)	(1,2)
Dépréciations, amortissements		(66,0)	(64,2)	(22,4)	(21,4)
Total des charges d'exploitation		(1.438,4)	(1.426,3)	(485,1)	(485,4)
Résultat d'exploitation (EBIT)		363,9	352,4	81,5	64,0
Revenus financiers		2,9	5,5	1,7	1,4
Charges financières	11.10	(9,4)	(32,7)	(4,5)	(10,2)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	11.11	14,1	3,6	1,9	(1,8)
Résultat avant impôt		371,4	328,8	80,6	53,3
Impôts sur le résultat	11.12	(136,1)	(116,7)	(26,9)	(17,2)
Résultat de la période		235,2	212,1	53,8	36,2
Attribuable aux:					
Porteurs des capitaux propres de la société-mère		233,7	211,4	53,5	35,9
Intérêts minoritaires		1,5	0,7	0,2	0,2

En mai 2013, l'assemblée générale des actionnaires a décidé de décomposer le nombre d'actions. Le nombre total d'actions après fractionnement s'élève à 200.000.944 (avant fractionnement, les actions étaient au nombre de 409.838). Suite à ce nouveau nombre d'actions, le calcul du revenu par action pour les neuf premiers mois de 2012 et 2013 s'élève à :

Revenus par action	Total de l'année en cours		3 ^e Trimestre	
En EUR	2013	2012	2013	2012
► de base, bénéfice pour la période attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère	1,17	1,07	0,27	0,18
► dilués, bénéfice pour la période attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère	1,17	1,07	0,27	0,18

En conformité avec IAS 33, les résultats dilués par action doivent être calculés en divisant le résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère (après ajustement des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives) par le nombre moyen pondéré des actions ordinaires en circulation au cours de l'année majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises lors de la conversion en actions ordinaires de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

Dans le cas de bpost, aucun effet de dilution n'affecte le résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires et le nombre moyen pondéré des actions ordinaires.

7 Etat de résultat global intermédiaire consolidé

En millions EUR	Septembre 2013	Septembre 2012 réévalué	Septembre 2012
Profit pour la période	235,2	212,1	212,1
Valeur des actifs financiers disponibles à la vente par les associés	(64,7)	209,0	209,0
<i>(Perte) gain sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	(98,0)	316,6	316,6
<i>Impact taxe sur le revenu</i>	33,3	(107,6)	(107,6)
Valeur des résultats actuariels sur les avantages sociaux définis	7,4	(9,7)	
Pertes actuarielles sur les avantages sociaux définis	10,1	(12,3)	
<i>Impact taxe sur le revenu</i>	(2,7)	2,6	
Participations sans contrôle	0,0	0,0	0,0
Autres éléments du résultat pour l'exercice, déduction faite des impôts ⁽¹⁾	(57,3)	199,3	209,0
Résultat total de l'exercice, déduction faite des impôts	178,0	411,4	421,1
Attribuable aux:			
Porteurs des capitaux propres de la société-mère	176,5	410,7	420,4
Intérêts minoritaires	1,5	0,7	0,7

⁽¹⁾ Les autres éléments du résultat global ne sont pas reclassés vers les profits ou pertes dans les périodes ultérieures

8 Bilan intermédiaire consolidé

	Commentaire	Au 30 septembre 2013	Au 31 décembre 2012 Réévalué*	Au 31 décembre 2012
En millions EUR				
Actifs				
Actifs non courants				
Immobilisations corporelles		560,7	588,5	588,5
Immobilisations incorporelles		96,1	95,5	95,5
Participations dans des entreprises associées	11.13	351,0	351,6	351,6
Immeuble de placement		11,0	15,2	15,2
Actifs d'impôts différés		46,3	64,2	61,0
Créances commerciales et autres créances		1,7	0,9	0,9
		1.066,8	1.115,9	1.112,8
Actifs courants				
Actifs destinés à la vente		0,2	0,3	0,3
Stocks		8,1	7,0	7,0
Impôt sur le résultat à recevoir		0,3	0,1	0,1
Créances commerciales et autres créances		287,3	394,6	394,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie		631,1	713,2	713,2
		927,0	1.115,3	1.115,3
Total des actifs		1.993,8	2.231,2	2.228,1
Capitaux propres et passifs				
Capitaux propres attribuables aux détenteurs de capitaux propres de la société-mère				
Capital souscrit		364,0	508,5	508,5
Actions propres		0,0	0,0	0,0
Réserves		116,6	214,6	225,5
Bénéfices non attribués		235,2	3,7	3,7
		715,8	726,8	737,7
Intérêts minoritaires		0,0	(0,0)	(0,0)
Total des capitaux propres		715,8	726,8	737,7
Passifs non courants				
Emprunts bancaires		85,7	82,7	82,7
Avantages au personnel	11.14	340,1	378,1	364,1
Dettes commerciales et autres dettes		79,7	83,1	83,1
Provisions		38,4	42,0	42,0
Impôts différés passifs		1,3	1,3	1,3
		545,2	587,1	573,1
Passifs courants				
Emprunts bancaires		9,4	11,2	11,2
Découverts bancaires		0,2	0,3	0,3
Provisions	11.15	12,8	140,5	140,5
Impôt sur le résultat à payer	11.16	62,8	4,6	4,6
Dettes commerciales et autres dettes		647,6	760,7	760,7
		732,9	917,3	917,3
Total des passifs		1.278,1	1.504,4	1.490,4
Total des Capitaux Propres et des Passifs		1.993,8	2.231,2	2.228,1

* Réévalué dans le cadre de IAS19R

9 Mouvements intermédiaires consolidés des capitaux propres

En millions EUR	Attribuable aux actionnaires de la société-mère						Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital souscrit	Actions propres	Autres réserves	Résultat de l'exercice	Total			
Au 1er janvier 2012	783,8	(14,0)	64,0	(57,4)	776,4	0,8		777,3
Résultat de la période				211,4	211,4	0,7		212,1
Autres éléments du résultat *			141,9	57,4	199,3			199,3
Résultat global de la période	0,0	0,0	141,9	268,8	410,7	0,7		411,4
Diminution de capital	(55,3)		55,3		0,0			0,0
Dividendes payés					0,0	(0,3)		(0,3)
Action propres		(7,3)			(7,3)			(7,3)
Au 30 septembre 2012	728,5	(21,3)	261,2	211,4	1.179,8	1,4		1.181,3

En millions EUR	Attribuable aux actionnaires de la société-mère						Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital souscrit	Actions propres	Autres réserves	Résultat de l'exercice	Total			
Au 1er janvier 2013 *	508,5	0,0	214,6	3,7	726,8	0,0		726,8
Résultat de la période				233,7	233,7	1,5		235,2
Autres éléments du résultat *			(53,5)	(3,7)	(57,3)			(57,3)
	0,0	0,0	(53,5)	230,0	176,4	1,5		178,0
Résultat global de la période								
Diminution de capital	(144,5)				(144,5)			(144,5)
Dividendes payés			(53,5)		(53,5)	(0,1)		(53,6)
Action propres					0,0			0,0
Autre ⁽¹⁾			9,1	1,5	10,6	(1,4)		9,2
Au 30 septembre 2013	364,0	0,0	116,6	235,2	715,8	0,0		715,8

* Réévalué dans le cadre de IAS19R

⁽¹⁾ principalement la contrepartie de l'impact de la prime d'émission dans bpost banque. Voir commentaire 11.13

10 Flux de trésorerie intermédiaire consolidé

En Millions EUR	Total de l'année en cours		3 ^e Trimestre	
	2013	2012	2013	2012
Activités opérationnelles				
Résultat d'exploitation (EBIT)	363,9	352,4	81,5	64,0
Dépréciations et amortissements	66,0	64,2	22,4	21,5
Réductions de valeur	0,2	0,7	0,4	(0,7)
Pertes / (Gains) sur la vente d'immobilisations corporelles	(15,4)	(7,9)	(12,4)	(0,6)
Gains sur la vente des activités Certipost	(14,6)	0,0	0,0	0,0
Variation des avantages au personnel	(31,5)	(86,0)	(10,6)	(12,3)
Intérêts perçus	2,9	5,5	1,7	1,4
Intérêts payés	(5,8)	(6,0)	(3,2)	(1,3)
Dividendes reçus	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts payés sur le résultat	(62,0)	(55,9)	(60,9)	(55,4)
Flux de trésorerie généré par les activités opérationnelles avant changement du fonds de roulement et des provisions	303,7	267,0	18,9	16,5
Diminution/ (augmentation) des créances commerciales et autres créances	70,7	72,2	2,3	(4,4)
Diminution/ (augmentation) des stocks	(1,1)	1,3	(0,7)	1,1
Augmentation/ (diminution) des dettes commerciales et autres dettes	(81,9)	2,0	(23,1)	(19,4)
Dépôts reçus de tiers	(0,0)	2,0	0,0	2,1
Remboursement de la surcompensation SIEG	(123,1)	(300,8)	0,0	0,0
Augmentation/ (diminution) des provisions liées à la surcompensation SIEG	0,0	0,0	0,0	0,0
Augmentation/ (diminution) des provisions	(8,2)	4,9	(4,0)	0,3
Flux de trésorerie généré par les activités opérationnelles	160,1	48,5	(6,7)	(3,8)
Activités d'investissement				
Produits découlant de la vente d'immobilisations corporelles	24,2	9,9	20,1	0,6
Recettes suite à la cession de filiales, sous déduction de la trésorerie disponible	15,1	0,0	0,0	0,0
Acquisition d'immobilisations corporelles	(31,4)	(32,4)	(9,4)	(13,7)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(10,6)	(16,2)	(3,7)	(6,6)
Acquisition de filiales, flux de trésorerie acquis	(6,6)	0,0	(2,8)	0,0
Acquisition d'autres placements	(0,0)	(0,3)	0,0	(0,2)
Augmentation de capital bpost Banque	(37,5)	0,0	0,0	0,0
Flux de trésorerie généré par les activités d'investissement	(46,8)	(39,0)	4,1	(19,8)
Activités de financement				
Actions propres	0,0	(7,3)	0,0	(7,3)
Réduction de Capital	(144,5)	0,0	0,0	0,0
Remboursement des dettes de location financement	2,8	(0,4)	(0,1)	(0,1)
Dividendes exceptionnels	(53,5)	0,0	0,0	0,0
Dividendes payés aux actionnaires	(0,1)	(0,3)	(0,0)	(0,1)
Flux de trésorerie net généré par les activités de financement	(195,3)	(7,9)	(0,1)	(7,5)

Augmentation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(82,0)	1,6	(2,6)	(31,1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires au 1er janvier	712,9	1.142,1		
Trésorerie, équivalents de trésorerie et placements au 1er janvier	712,9	1.142,1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires	630,9	1.143,7		
Trésorerie, équivalents de trésorerie et placements au 30 septembre	630,9	1.143,7		
Mouvements entre le 1er janvier et le 30 septembre	(82,0)	1,6		

11 Notes aux Etats Financiers Consolidés Intermédiaires

11.1 Informations générales

Les états financiers consolidés intermédiaires de bpost pour les neuf premiers mois clôturés le 30 septembre 2013 ont été approuvés en accord avec la résolution du Conseil d'Administration du 7 novembre 2013.

Activités commerciales

bpost et ses filiales (dénommée ci-après « bpost ») fournissent des services nationaux et internationaux dans le domaine du courrier, en ce compris l'enlèvement, le transport, le tri et la distribution de courrier, de paquets, d'imprimés, de journaux, ainsi que de documents adressés ou non adressés.

Par le biais de ses filiales et de ses entités commerciales, bpost vend également toute une série d'autres produits et services, parmi lesquels des produits postaux, bancaires et financiers, des services de livraison express, la gestion de documents et d'autres services apparentés. bpost assume également des activités de SIEG pour le compte de l'État belge.

Statut juridique

bpost est une société anonyme de droit public belge. Le siège social de bpost est sis au Centre Monnaie, à 1000 Bruxelles.

11.2 Base de préparation des états financiers

Base de préparation

Ces états financiers intermédiaires n'ont pas été revus par un auditeur indépendant.

Les états financiers consolidés intermédiaires pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2013 ont été préparés selon la norme IAS 34 – Reporting Financier Intermédiaire.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne comprennent pas toutes les informations et publications requises dans les états financiers annuels, et doivent être lus en conjonction avec les états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2012.

Principes comptables significatifs

Les principes comptables adoptés en vue de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires sont en accord avec ceux adoptés pour la préparation des états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2012, excepté pour l'adoption des nouvelles normes et interprétations effectives au 1er janvier 2013.

IAS 19 Révisée comprend des amendements dans la comptabilisation des plans sociaux à prestations définies, en ce inclus les gains et pertes actuariels qui sont maintenant reconnus comme autres éléments du résultat global (OCI) et définitivement exclus du compte de résultat. Les autres amendements n'ont aucun impact sur les états financiers de bpost, ou concernent simplement de nouvelles publications, telles que des publications quantitatives de sensibilité.

Dans le cas de bpost, la transition vers IAS 19 révisée a eu un impact sur les avantages postérieurs à l'emploi du fait de la reconnaissance des gains et pertes actuarielles (à partir du 1er janvier 2013 et pour les gains et pertes actuarielles non reconnus au 31 décembre 2012) dans le total des autres éléments du résultat global. Auparavant, bpost reconnaissait seulement les gains et pertes actuarielles cumulés sur deux ans qui excédaient 10% du montant le plus haut entre les obligations

sociales à prestations définies et la juste valeur du plan d'actifs. L'effet de l'adoption d'IAS 19 Révisée est expliqué dans la Note 11.14.

Les nouvelles normes et amendements en place au 1er janvier 2013 n'ont aucun effet sur la présentation, la performance ou la position financière de bpost :

- **IAS 1** – Présentation des autres éléments du résultat global
- **IFRS 13** – Evaluation de la juste valeur
- **IFRS 7** – Instruments financiers: Publications – Transfert d'actifs et de passifs financiers
- **IFRIC 20** – Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert
- **Améliorations IFRS – cycle 2009-2011 :**
 - **IFRS 1** – Application renouvelée et charges d'emprunts
 - **IAS 1** – Clarification des exigences relatives à l'information comparative
 - **IAS 16** – Classification des équipements de réparations et d'entretien
 - **IAS 32** – Effets fiscaux de la distribution aux actionnaires des actions propres
 - **IAS 34** – Reporting financier intermédiaire et informations relatives aux actifs et passifs

Normes et interprétations qui ne sont pas encore appliquées par bpost

Les nouvelles normes IFRS et interprétations IFRIC suivantes, qui ne sont pas encore obligatoires, n'ont pas été adoptées par bpost dans la présentation de ses états financiers consolidés intermédiaires :

Norme ou interprétation	Date effective de publication
IFRS 9 – Instruments financiers – Classification et évaluation	1 janvier 2015
IFRS 10 – Etats financiers consolidés	1 janvier 2014
IFRS 11 – Partenariats	1 janvier 2014
IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	1 janvier 2014
IAS 27 – Amendement à IAS 27	1 janvier 2014
IAS 28 – Amendement à IAS 28	1 janvier 2014
IAS 32 – Présentation: Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers	1 janvier 2014
Amendements à IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12- Guide de transition – Etats financiers consolidés, arrangements et publication des intérêts dans d'autres entités	1 janvier 2014
Various – Améliorations annuelles	N/A

Normes et interprétations appliquées par bpost

Au 30 septembre 2013, les principes comptables de bpost sont en adéquation avec les Normes IAS/IFRS et les Interprétations SIC/IFRIC listées ci-dessous:

Normes Internationales d'Informations Financières (IFRS)
<ul style="list-style-type: none"> • IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions

- **IFRS 3** – Regroupements d’entreprises (publié en 2004) pour les acquisitions intervenues avant le 1^{er} janvier 2010
- **IFRS 3** – Regroupements d’entreprises (révisé en 2008)
- **IFRS 5** – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées
- **IFRS 7** – Instruments financiers: publications
- **IFRS 8** – Secteurs opérationnels

Normes Comptables Internationales (IAS)

- **IAS 1** – Présentation des états financiers
- **IAS 2** – Stocks
- **IAS 7** – Tableaux des flux de trésorerie
- **IAS 8** – Méthodes comptables, changements d’estimations comptables et erreurs
- **IAS 10** – Evénements postérieurs à la date de clôture
- **IAS 12** – Impôts sur le résultat
- **IAS 16** – Immobilisation corporelles
- **IAS 17** – Contrats de location
- **IAS 18** – Produits des activités ordinaires
- **IAS 19** – Avantages du personnel
- **IAS 21** – Effets des variations des cours des monnaies étrangères
- **IAS 23** – Coûts d’emprunt
- **IAS 24** – Informations relatives aux parties liées
- **IAS 27** – Etats financiers consolidés et individuels (révisé en 2008)
- **IAS 28** – Participations dans les entreprises associées
- **IAS 32** – Instruments financiers: Présentation
- **IAS 33** – Revenus par action
- **IAS 34** – Information financière intermédiaire
- **IAS 36** – Dépréciations d’actifs
- **IAS 37** – Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels
- **IAS 38** – Immobilisations incorporelles
- **IAS 39** – Instruments financiers: reconnaissance et évaluation
- **IAS 40** – Immeubles de placement

Interprétations SIC / IFRIC

- **IFRIC 1** – Variation des passifs existants relatifs au démantèlement, à la remise en état et similaires
- **IFRIC 4** – Déterminer si un accord contient un contrat de location
- **IFRIC 10** – Information financière intermédiaire et pertes de valeur (dépréciation)
- **SIC 12** – Consolidation – Entités ad hoc

Les autres normes actuellement adoptées par l’Union Européenne et en vigueur pour la préparation des états financiers 2013 ne sont pas applicables dans le cadre de bpost.

bpost n’a pas adopté de façon anticipée d’autres normes, interprétations ou amendements publiés mais non encore d’application effective.

11.3 Saisonnalité des activités

Selon le Cinquième Contrat de Gestion, bpost est le fournisseur de certains SIEG. Ces services comprennent, entre autres, les opérations du réseau Retail, la distribution de journaux et de périodiques, la distribution de tracts électoraux, l’acceptation des dépôts de trésorerie dans les bureaux de poste, et la livraison à domicile de pensions d’état et d’allocations sociales. bpost est rémunérée pour la prestation de ces services sur base de la méthode du Coût Net Evité (« NAC »).

La compensation pour les SIEG est répartie d’égale façon sur les 4 trimestres. Pendant l’année, la compensation est calculée selon la méthodologie du Coût Net Evité pour assurer une rémunération en ligne avec les montants comptabilisés. Cette méthodologie doit se baser sur les différences entre le coût net du fournisseur de l’activité avec le SIEG et le coût ou bénéfice net du même fournisseur sans le SIEG. La compensation pour fournir les SIEG est sujette à un plafond, qui sera ajusté selon que l’index des prix à la consommation belge excède 2,2% dans une année donnée.

11.4 Résumé des principales normes comptables

Les normes et méthodes comptables de bpost sont consistantes avec celles appliquées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2012.

11.5 Regroupements d'entreprises

En 2013 bpost SA a acquis les derniers 20% de Mail Services Inc. pour un prix de 9,0 millions USD (6,8 millions EUR) dont 5,3 millions USD (4,0 millions EUR) ont été payés aux actionnaires vendeurs et 3,7 millions USD (2,8 millions EUR) ont été payés au personnel en raison de l'obligation liée au changement de contrôle. Cette obligation était intégrée dans l'accord initial d'acquisition et le règlement de cette obligation a été déclenché par l'acquisition des derniers 20%. Cette opération a conduit à une déduction des capitaux propres de 3,4 millions EUR comme le passif financier a été sous-estimé pour le même montant.

11.6 Information sectorielle

Le tableau ci-dessous présente les informations sur les revenus de bpost par secteur opérationnel:

En millions EUR	Total de l'année en cours		3 ^e Trimestre	
	2013	2012	2013	2012
MRS	1.480,1	1.499,5	457,4	467,9
P&I	290,9	250,8	95,4	78,9
Total produits d'exploitation pour les secteurs opérationnels	1.771,0	1.750,2	552,7	556,8
Corporate (catégorie de réconciliation)	31,3	28,4	13,8	2,6
Total produits d'exploitation	1.802,2	1.778,7	566,6	549,4

Les revenus attribuables au secteur opérationnel MRS ont diminué de 10,5 millions EUR comparé au troisième trimestre de 2012, à 457,4 millions EUR, suite à la baisse du chiffre d'affaires en Domestic Mail. Hors incidence du jour ouvrable supplémentaire au troisième trimestre de 2013 et des élections au troisième trimestre de 2012, la tendance sous-jacente de l'évolution des volumes confirme le rétablissement observé au deuxième trimestre.

La croissance au troisième trimestre des revenus de P&I, d'un montant de 16,4 millions EUR est principalement attribuable au portefeuille de paquets, en hausse de 18,6 millions EUR. Cette évolution est favorablement influencée par le rachat de Landmark à la fin de 2012 (impact de 8,9 millions EUR). Le portefeuille de produits International Mail a diminué de 3,1 millions EUR au troisième trimestre de 2013 par rapport à 2012. Ces évolutions confirment les tendances du total de l'année en cours.

Les revenus inter-sectoriels sont immatériels. Il n'y a pas de produit d'exploitation interne.

À l'exception de la rémunération reçue pour fournir les services décrits dans le Contrat de gestion (voir note 11.7), aucun client extérieur ne représente plus de 10 % du résultat d'exploitation de bpost.

Le tableau suivant présente les revenus des clients externes alloués à la Belgique et aux pays étrangers, compris dans le total des produits d'exploitation de bpost. L'allocation des revenus entre les clients externes est effectuée selon leur localisation géographique.

En millions EUR	Total de l'année en cours		3 ^e Trimestre	
	2013	2012	2013	2012
Belgique	1.635,0	1.679,4	507,0	515,5
Reste du Monde	167,3	99,3	59,5	33,9
Total produits d'exploitation	1.802,2	1.778,7	566,6	549,4

Les tableaux suivants présentent l'EBIT et l'EAT des secteurs opérationnels de bpost pour les exercices clôturés les 30 septembre 2013 et 2012 :

En millions EUR	Total de l'année en cours		3 ^e Trimestre	
	2013	2012	2013	2012
MRS	362,6	370,1	84,0	84,8
P&I	9,5	12,6	(1,6)	(2,2)
EBIT des secteurs opérationnels	372,1	382,7	82,4	82,6
Corporate (catégorie de réconciliation)	(8,2)	(30,3)	(0,9)	(18,7)
EBIT	363,9	352,4	81,5	64,0

L'EBIT du secteur opérationnel MRS est resté pratiquement stable au troisième trimestre de 2013, le recul des produits se trouvant compensé par des économies de coûts.

L'EBIT attribuable au secteur opérationnel P&I s'est légèrement amélioré, atteignant un négatif de 1,6 million EUR au troisième trimestre de 2013. D'une part, des accords moins favorables sur les frais terminaux (0,6 million EUR) et des coûts associés au projet Shop & Deliver (0,5 million EUR) ont contribué négativement à l'EBIT du secteur opérationnel P&I. Toutefois, ces éléments ont été plus que compensés par la hausse des volumes des paquets, partiellement atténuée par un effet prix et mix. Les deux secteurs opérationnels ont réalisé un EBIT supérieur à la tendance du total de l'année en cours.

En millions EUR	Total de l'année en cours		3 ^e Trimestre	
	2013	2012	2013	2012
MRS	362,6	370,1	84,0	84,8
P&I	9,5	12,6	(1,6)	(2,2)
EAT des secteurs opérationnels	372,1	382,7	82,4	82,6
Corporate (catégorie de réconciliation)	(136,9)	(170,6)	(28,6)	(46,5)
EAT	235,2	212,1	53,8	36,2

Les revenus financiers, les charges financières, la quote-part dans le résultat des entreprises associées et les charges d'impôt sur le résultat sont tous compris dans la catégorie de réconciliation « Corporate ».

Le tableau ci-dessous donne des informations détaillées sur la catégorie de réconciliation « Corporate » :

En millions EUR	Total de l'année en cours		3 ^e Trimestre	
	2013	2012	2013	2012
Produits d'exploitation	31,3	28,4	13,8	2,6
Départements centraux (Finance, Legal, Internal Audit, CEO, ...)	(48,2)	(52,2)	(15,2)	(16,9)
Autres éléments de réconciliation	8,7	(6,6)	0,5	(4,3)
Charges d'exploitation	(39,5)	(58,8)	(14,7)	(21,2)
EBIT Corporate (catégorie de réconciliation)	(8,2)	(30,3)	(0,9)	(18,7)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	14,1	3,6	1,9	(1,8)
Résultats financiers	(6,6)	(27,2)	(2,8)	(8,8)
Impôts sur le résultat	(136,1)	(116,7)	(26,9)	(17,2)
EAT Corporate (catégorie de réconciliation)	(136,9)	(170,6)	(28,6)	(46,5)

Le résultat d'exploitation (EBIT) attribuable à la catégorie de réconciliation « Corporate » s'est amélioré de 17,8 millions EUR, atteignant un négatif de 0,9 million EUR pour le troisième trimestre de 2013, contre un négatif de 18,7 millions EUR pour le troisième trimestre de 2012. Cette amélioration provient de la vente d'immeubles, de la réduction des coûts des projets et des coûts de personnel non alloués. Ces mêmes éléments sont les principaux facteurs expliquant l'amélioration de l'EBIT de 22,1 millions EUR enregistrée à ce jour.

Les actifs et passifs ne sont pas rapportés par secteur opérationnel dans la société.

11.7 Chiffre d'affaires

En millions EUR	Total de l'année en cours		3 ^e Trimestre	
	2013	2012	2013	2012
Chiffre d'affaires excluant les rémunérations SIEG	1.538,9	1.523,7	476,7	467,1
Rémunération SIEG	227,8	239,3	75,9	79,8
	1.766,7	1.763,0	552,6	546,9

11.8 Autres produits d'exploitation

En millions EUR	Total de l'année en cours		3 ^e Trimestre	
	2013	2012	2013	2012
Produit de cessions d'immobilisations corporelles	15,4	7,9	12,4	0,6
Produit de cessions d'activité	14,6	-	-	-
Avantage de toute nature	0,2	0,4	0,1	0,2
Revenus locatifs découlant des immeubles de placement	0,7	1,3	0,2	0,3
Autres revenus locatifs	1,4	1,5	0,3	0,3
Revenus de tiers	2,1	2,5	0,7	0,7
Autres	1,2	2,0	0,3	0,4
Total	35,6	15,7	14,0	2,5

En octobre 2012, la société a trouvé un accord avec le groupe Finlandais Basware sur la vente de l'activité d'échange de documents électroniques à partir de janvier 2013. Cette transaction a généré une entrée de liquidité de 15,1 millions EUR et un gain de 14,6 millions EUR au premier trimestre 2013.

Les produits de cession d'immobilisations corporelles relèvent essentiellement de la vente d'immeubles.

11.9 Autres charges d'exploitation

En millions EUR	Total de l'année en cours		3 ^e Trimestre	
	2013	2012	2013	2012
Provision liée à la surcompensation des SIEG	(2,0)	-	-	-
Autres provisions	(2,7)	2,9	(0,5)	0,3
Impôts locaux et immobiliers	4,9	4,0	6,2	1,3
Réduction de valeur sur créance commerciale	0,2	0,8	0,4	(0,6)
Autres	2,2	1,5	0,5	0,2
Total	2,7	9,1	6,6	1,2

Au troisième trimestre, les autres charges d'exploitation ont augmenté de 5,4 millions EUR pour atteindre un montant de 6,6 millions EUR par rapport à la même période de l'an dernier, en raison surtout de l'augmentation des charges liées à une nouvelle législation en matière d'impôt local et immobilier.

Pour les **neuf premiers mois** de 2013, les autres charges d'exploitation ont diminué de 6,4 millions EUR pour atteindre un montant de 2,7 millions par rapport à la même période de l'an dernier. Cette baisse résulte essentiellement de l'absence de provision pour contrats onéreux alors que la baisse des coûts liés aux changements intervenus au niveau du pourcentage de TVA déductible a été pratiquement compensée par une hausse des charges d'impôt local et immobilier.

11.10 Coûts financiers

Les coûts financiers nets ont diminué de 23,3 millions EUR, s'établissant à 9,4 millions EUR pour les neuf premiers mois de 2013. Cette évolution s'explique principalement par la diminution des coûts financiers liés à IAS 19 (suite à l'augmentation des taux d'actualisation) partiellement compensée par une baisse des intérêts reçus suite à la réduction de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, conséquence de la réduction de capital en fin d'année 2012 et la réduction de capital payée en juin 2013.

11.11 Quote-part du résultat des entreprises associées

La quote-part dans le résultat des associés concerne entièrement bpost banque.

La quote-part dans le résultat des associés a augmenté de 10,5 millions EUR pour atteindre 14,1 millions EUR au cours des neuf premiers mois de 2013.

11.12 Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat ont augmenté de 19,4 millions EUR passant de 116,7 millions EUR pour les neuf premiers mois de 2012 à 136,1 millions EUR pour les neuf premiers mois de l'année 2013. Cette augmentation est principalement expliquée par la dépense d'impôt (17,6 millions EUR) associée au dividende exceptionnel.

Le 25 mars 2013, une assemblée générale extraordinaire des actionnaires a approuvé une réduction des réserves légales d'un montant de 21,3 millions EUR, à travers le transfert vers les réserves disponibles. Suite à ce transfert, et conformément à la législation fiscale, bpost a provisionné un impôt sur le résultat additionnel à payer de 7,3 millions EUR.

Le 7 juin 2013, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a approuvé un dividende exceptionnel de 53,5 millions EUR. Le paiement de ce dividende exceptionnel, effectif le 7 juin 2013, a débouché, conformément à la législation fiscale en vigueur, sur la reconnaissance d'une dépense fiscale additionnelle de 10,3 millions EUR, les 30,3 millions EUR de réserves autrefois immunisées étant distribuées.

11.13 Participations dans les entreprises associées

Le 20 mars 2013, bpost banque a procédé à une augmentation de ses fonds propres pour un montant de 100 millions EUR, dans le but de satisfaire les conditions législatives et prudentielles (Bâle III sur les conditions du capital inclus). bpost et BNP Paribas Fortis ont chacun contribué pour 37,5 millions EUR à cette augmentation de capital. Dans le cadre du renouvellement de l'Accord-Cadre entre bpost et BNP Fortis, cette dernière a payé un montant additionnel de 25 millions EUR comme prime d'émission. Comme la proportion de bpost dans la propriété reste identique, la juste valeur de la participation dans bpost banque a augmenté de 12,5 millions EUR.

11.14 Avantages au personnel

IAS19R a été appliqué à partir du 1 janvier 2013. Suite à cette application, bpost reconnaît tous les éventuels gains et pertes actuariels liés aux avantages postérieurs à l'emploi directement dans les autres éléments du résultat.

Jusque 2012, dans le cas d'avantages postérieurs à l'emploi, bpost a choisi de ne pas reconnaître les gains et pertes actuariels se trouvant dans un corridor de 10% du plus grand des montants suivants: le montant de l'obligation IAS19 et la valeur réelle du plan.

Les pertes actuarielles non reconnues cumulées au 31 décembre 2012 liées aux avantages postérieurs à l'emploi s'élevaient à 14 millions EUR (7,2 millions EUR au 31 décembre 2011). Les pertes actuarielles non reconnues cumulées et réévaluées dans les autres éléments du résultat au 30 septembre 2012 s'élevaient à 12,3 millions EUR.

L'impact de la transition vers IAS19R:

Impact sur le bilan intermédiaire consolidé:

	Au 30 septembre 2013	Au 30 septembre 2012	Au 31 décembre 2012
En millions EUR		Réévalué	Réévalué
Augmentation de l'obligation sociale à prestations définies (non-courant)	10,1	(12,3)	(14,0)
Augmentation des actifs d'impôt différé (non-courant)	(2,7)	2,6	3,1
Impact net sur les fonds propres	7,4	(9,7)	(10,9)
Porteurs de capitaux propres de la société mère	7,4	(9,7)	(10,9)
Intérêts minoritaires	-	-	-

Impact sur les comptes de résultats intermédiaires consolidés:

	Q3 2013	Q3 2012	Q3 2012
En millions EUR		Réévalué	
Augmentation des mouvements actuariels dans OCI	(10,1)	12,3	-
Augmentation des effets de l'impôt sur les mouvements actuariels dans OCI	2,7	(2,6)	-
Augmentation nette dans OCI, net de taxes	(7,4)	9,7	-
Augmentation nette du résultat global consolidé	(7,4)	9,7	-
Porteurs de capitaux propres de la société mère	(7,4)	9,7	-
Intérêts minoritaires	-	-	-

11.15 Provisions à moins d'un an

Les provisions à moins d'un an ont diminué de 127,7 millions EUR, soit 90,9 %, s'établissant à 12,8 millions EUR au 30 septembre 2013. La diminution s'explique principalement par le remboursement en 2013 de la surcompensation des SIEG pour les années 2011 et 2012 (123,1 millions EUR).

11.16 Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat à payer ont augmenté de 58,2 millions EUR, pour atteindre 62,8 millions EUR au 30 septembre 2013. Cela s'explique principalement par les provisions pour les impôts locaux, desquelles sont déduites les versements anticipés, d'un montant de 60 millions EUR.

11.17 Dividendes

Le 7 juin 2013, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a approuvé un dividende exceptionnel de 53,5 millions EUR (2012 : 0 million EUR). Cela représente un dividende de 0,27 EUR par action. Ce dividende exceptionnel a été payé le 7 juin 2013.

Aucun autre dividende n'a été payé aux actionnaires de la société mère.

11.18 Actifs et passifs éventuels

Au 30 septembre 2013, la société n'est pas consciente de quelconque actifs et passifs éventuels.

11.19 Evénements survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement important impactant la situation financière de l'entreprise n'a été observé après la clôture de l'exercice.

12 Déclaration des représentants légaux

Le Comité de direction de bpost déclare que, au meilleur de sa connaissance, les états financiers consolidés abrégés, établis en vertu des normes internationales d'information financière (IFRS), donnent une image fidèle et juste des actifs, de la position financière et des résultats de bpost et des filiales incluses dans la consolidation.

Le rapport financier donne un aperçu fidèle de l'information qui doit être publié conformément aux articles 13 et 14 du Décret Royal du 14 novembre 2007.

Le Comité de direction de bpost est représenté par Johnny Thijs, administrateur délégué et Pierre Winand, Chief Financial Officer.